



N° 2023 -BU-97

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU BUREAU**

L'an deux mille vingt-trois, le Jeudi 7 Septembre, à dix-sept heures, le Bureau communautaire de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de réunion du site administratif de Cercy-la-Tour sous la Présidence de Serge CAILLOT.

Présents :

Serge CAILLOT, Jean-Christophe SAVE, Antoine-Audoine MAGGIAR, Annick BERTRAND, Didier BOURLON, Michel MARIE, Serge DUCREUZOT, Marie-Claire RANVIER, David BONGARD (départ 18h15), Dominique STRIESKA, Jean-Paul LAMBOURG

Absents excusés : Michel MULOT, Pierre TISSIER-MARLOT

Étaient également présents : Maëlle GRANGEON, DGS.

Secrétaire de séance : Jean-Paul LAMBOURG

Nombre de membres :

- Afférents au bureau communautaire : 13
- Présents : 11
- Procurations : 0
- Qui ont pris part à la délibération : 11

Envoyé en préfecture le 19/09/2023

Reçu en préfecture le 19/09/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230907-2023_BU_97-DE



Travaux à Chatillon-en-Bazois - rue des Vignes

N° 2023-BU-97

M. Michel MARIE explique que la commune de Châtillon-en-Bazois avait pour projet de réaliser une extension du réseau d'assainissement, rue des Vignes. En effet, les habitations de cette rue présentent la particularité de ne pas avoir la surface disponible pour mettre aux normes les assainissements non collectifs.

Nièvre ingénierie nous propose de réaliser une étude de faisabilité, afin de chiffrer ces travaux. Le technicien a besoin de 20 heures de travail, avec un coût horaire de 100 € HT soit 2000 € HT.

Cette étude n'étant pas prévu au budget assainissement, les crédits nécessaires seront pris au 2031, sur l'étude de faisabilité de la mise en place d'une table d'égouttage à la station d'épuration de Châtillon-en-Bazois.

Après avoir délibéré, le bureau communautaire, à l'unanimité, autorise Monsieur le Président à signer la présente convention avec Nièvre Ingénierie.

**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 7 Septembre 2023**

**Le Président,
Serge CAILLOT.**

**Le Secrétaire de Séance,
Jean-Paul LAMBOURG.**





CONVENTION D'ASSISTANCE À MAITRISE D'OUVRAGE

Collectivité : Communauté de communes Bazois Loire Morvan

Type de prestation : Assainissement

Intitulé : Etude de faisabilité de l'assainissement collectif – Commune de Chatillon en Bazois – Rue des Vignes

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, sise 11 Place Lafayette 58290 Moulins Engilbert, représentée par son Président en exercice, Monsieur Serge CAILLOT, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du.....dénommée ci-après « **Le Maître d'ouvrage** »,

D'une part,

ET

Nièvre Ingénierie, 14 bis, rue Jeanne D'Arc – 58000 NEVERS, représenté par son président en exercice, Monsieur Alain HERTELOUP, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du conseil d'administration en date du 23 septembre 2021, dénommé ci-après « **Le prestataire** ».

D'autre part,

Préambule

En 2012, face aux demandes des maires et des présidents de syndicats ainsi qu'au manque de réponses pertinentes dans les domaines de la voirie et du traitement de l'eau, le département a créé le service Nièvre Ingénierie.

Compte tenu des évolutions récentes et du nombre important de collectivités faisant déjà confiance à Nièvre Ingénierie, la structure juridique du service avec budget annexe n'était plus pleinement satisfaisante tant au niveau administratif que juridique.

Ainsi le Département a créé depuis le 1^{er} janvier 2019 une Agence Technique Départementale, Etablissement Public Administratif spécifique créé par les lois de décentralisation. Cette structure

juridique permet aux adhérents de faire appel aux services de l'Agence sans procédures liées aux marchés publics grâce au principe de quasi-régie (ou in-house).

VU le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement ses articles L 3232-1-1, L.3233-1 et L.5511-1,

VU le code de la commande publique et plus particulièrement ses articles L.2511-1 à L.2511-5,

VU la délibération de l'Assemblée Départementale réunie dans sa séance du 26 novembre 2018 approuvant la création l'agence technique départementale Nièvre Ingénierie,

VU la délibération du conseil d'administration de Nièvre Ingénierie, réunie le 8 décembre 2022, approuvant le barème de rémunération des prestations de l'agence technique départementale,

VU la délibération du conseil d'administration de Nièvre Ingénierie, réunie le 8 décembre 2022, approuvant le nouveau taux de rémunération pour le Pôle Aménagement et l'estimation du coût de la prestation,

VU la délibération du conseil d'administration de Nièvre Ingénierie, réunie le 23 Septembre 2021, autorisant le président à signer les conventions proposées ainsi que les conventions à venir,

IL A ETE ARRÊTE ET CONVENU CE QUI SUIT

Article 1^{er} - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités d'intervention du **Prestataire** dans le cadre de l'opération suivante : **Etude de faisabilité de l'assainissement collectif – Commune de Chatillon en Bazois – Rue des Vignes**

Par la présente convention, le **Prestataire** agit comme assistant technique du **Maître d'ouvrage** pour permettre la réalisation de l'opération ci-dessus mentionnée.
A ce titre, il assure les prestations suivantes :

- Visite de terrain et recensement des données existantes
- Proposition d'une solution technique
- Chiffrages des travaux

Article 2 - Obligations du Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage communique au **Prestataire** tous les documents et toutes les informations concernant l'opération projetée.

Il fait participer le **Prestataire** à toutes les réunions concernant le projet.

Article 3 - Obligations du Prestataire

Le Prestataire s'oblige à mettre à disposition du Maître d'ouvrage, pendant toute la durée de la présente convention et suivant un crédit de **20 heures** un personnel suffisant et qualifié, apte à remplir la prestation telle qu'elle est convenue.

Le Prestataire se tient informé de l'avancement du projet et émet son avis et ses remarques sur les solutions techniques retenues et sur toutes les difficultés rencontrées.

Il fournit tous les conseils et mises en garde nécessaires et utiles pour permettre le bon aboutissement de l'opération projetée.

Le Prestataire est indépendant vis-à-vis des éventuels fournisseurs et/ou sous-traitants du **Maître d'ouvrage** ; il ne perçoit aucune rémunération directe ou indirecte de leur part. Il ne leur communique aucune information ou document sans l'accord préalable du **Maître d'ouvrage**.

Le Prestataire fournit au **Maître d'ouvrage** un relevé détaillé de son intervention faisant apparaître la date d'intervention, le personnel concerné, le travail effectué et le temps passé.

Article 4 – Personnel du Prestataire

Le personnel du **Prestataire** affecté à la mission, objet de la présente convention, reste sous sa responsabilité. Il ne peut recevoir d'instructions directes du Maître d'ouvrage et il n'a à rendre compte qu'au **Prestataire**, son employeur.

Article 5 - Dispositions financières et modalités de versement

Le Maître d'ouvrage et **le Prestataire** définissent d'un commun accord, au moment de la commande, le crédit d'études ainsi que le volume horaire nécessaire à la bonne réalisation de la prestation, objet de la présente convention.

Le Prestataire établit alors une estimation du coût de son intervention qui s'élève à 2 000 € HT soit un coût horaire de 100 € HT. Elle sera facturée au Maître d'ouvrage au prorata de la prestation réalisée. Elle prend en compte les charges salariales et les frais de déplacement du personnel du Prestataire affecté à la mission.

Dans le cas d'une extension de la mission, un avenant devra être établi.

Article 6 - Durée

La présente convention entrera en vigueur à compter du jour de sa signature par le Maître d'ouvrage pour se terminer le jour de la réception de l'étude.

Article 7 – Confidentialité

Le Prestataire s'engage à respecter l'obligation de confidentialité pendant la durée de la présente convention.

Les informations de toute nature portées directement ou indirectement à la connaissance ou mises à la disposition du **Prestataire** sont considérées comme confidentielles et ne doivent pas être divulguées. **Le Prestataire** garantit le respect de la présente obligation par son personnel affecté à la mission.

Article 8 – Responsabilité - Assurance

Le Prestataire conserve sa responsabilité pleine et entière pour tout acte de son personnel entrant dans le cadre de la prestation, objet de la présente convention. Il sera responsable de tous dommages directs et indirects trouvant leur origine ou étant la conséquence d'une faute de son personnel affecté à l'exécution de la présente convention.

Article 9 – Cession et Sous-Traitance

La présente convention est conclue en considération de la personne du **Prestataire** qui ne pourra substituer de tiers dans la réalisation de la prestation définie à l'article 1^{er} de ladite convention.

De plus, la prestation, objet de la présente convention, ne pourra pas faire l'objet de sous-traitance, sauf accord express du **Maître d'ouvrage**.

Article 10 – Référencement

Le **maître d'ouvrage** accepte que le **Prestataire** puisse faire figurer dans ses références les prestations accomplies par lui dans le cadre de la présente convention.

Article 11 – Résiliation

La présente convention peut être dénoncée, sans ouvrir droit à une quelconque indemnisation, à tout moment par lettre recommandée avec avis de réception moyennant le respect d'un délai de préavis fixé d'un commun accord à un mois (1 mois) :

- Par le **Prestataire** pour cas de force majeure ou motif d'intérêt général ;
- Par le **Maître d'ouvrage** pour cas de force majeure dûment constatée et signifiée au **Prestataire**.

En cas de résiliation de la présente convention, le **Maître d'ouvrage** s'engage à verser au **Prestataire**, sur présentation par ce dernier des justificatifs, le montant correspondant aux prestations engagées par celui-ci au titre de l'opération, objet des présentes.

En cas de manquement de l'une des parties à ses obligations, la présente convention pourra être dénoncée de plein droit et à tout moment à l'expiration d'un délai fixé d'un commun accord à un mois (1 mois) suivant l'envoi par l'autre partie d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

En cas de résiliation, le **Prestataire** devra restituer tous les documents qui lui auront été remis par le **Maître d'ouvrage**.

Article 12 - Règlement des litiges et attribution de compétence

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher, systématiquement et au préalable, une solution amiable du règlement.

Toutefois, à défaut de règlement amiable entre les parties signataires, le litige qui surviendrait à l'occasion de l'exécution de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Dijon.

A NEVERS, le

En 2 exemplaires originaux

Pour Nièvre Ingénierie
Le Président,

Pour la Communauté de Communes
Bazois Loire Morvan
Le Président

Monsieur Alain HERTELOUP

Monsieur Serge CAILLOT

